



L'éducation des filles

En chiffres

Malgré de réels progrès ces dernières décennies, il reste encore un long chemin à parcourir pour assurer l'égalité entre les filles et les garçons en matière d'éducation.



Dans le monde, **119 millions de filles** ne sont pas scolarisées.¹



Parmi les 826 millions de filles âgées de 6 à 18 ans dans le monde, **une sur sept** ne va pas à l'école.



Si la situation était la même en Belgique qu'au niveau mondial, alors **120,600 filles belges** ne seraient pas scolarisées.



15 millions de filles en âge de fréquenter l'école primaire n'auront jamais la chance d'apprendre à lire ou à écrire, contre 10 millions de garçons.²



L'Afrique subsaharienne compte près de 30 % de tous les enfants non scolarisé-e-s dans le monde ; **1 enfant africain-e sur 5** n'est pas scolarisé-e (19,7 %). Seule la moitié des enfants fréquentent le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.³



Les filles sont encore marginalisées à l'école dans de nombreux pays à faible revenu : moins de deux filles sur trois terminent leurs études primaires et seulement une fille sur trois termine l'école secondaire.⁴



Chaque année, **12 millions** de filles de moins de 18 ans sont mariées, ce qui compromet leurs chances d'aller ou de rester à l'école.⁵



Un tiers de tous les enfants non scolarisé-e-s en âge de fréquenter l'école primaire présentent un **handicap**.⁶



Au niveau institutionnel et législatif, seuls 54% des pays ont ratifié la Convention de l'UNESCO contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.



Aux niveaux primaire et secondaire, l'objectif de développement durable n° 4 (ODD 4), "Une éducation de qualité", recommande que chaque enfant puisse suivre **12 années d'enseignement** gratuit, mais seuls 33 % des pays le garantissent pleinement, et 20 % des pays ne garantissent pas du tout la gratuité de l'enseignement dans leur législation.

Quels sont les facteurs de décrochage scolaire ?⁷

Partout dans le monde, et au quotidien, les filles subissent la violence et la discrimination sous toutes leurs formes. Elles sont affectées de manière disproportionnée par les conflits armés et le changement climatique. Leurs droits sont bafoués en toute impunité, en raison d'un système de normes de genre qui les dévalorisent et justifient même la violence qu'elles subissent.

Les inégalités entre les filles et les garçons affectent également la manière dont les filles accèdent aux opportunités d'éducation. Elles sont confrontées à de multiples formes de discrimination qui les poussent à quitter l'école de manière trop souvent définitive.

Lorsque le genre et l'âge recoupent d'autres identités, telles que le handicap, la classe sociale, l'appartenance ethnique, le lieu de résidence, le statut migratoire et la religion, par exemple, les réalités auxquelles les filles font face peuvent encore plus se dégrader.

Outre la discrimination fondée sur le genre, l'âge et d'autres identités, les filles sont également confrontées à des obstacles tels que la pauvreté et l'absence de systèmes de soutien pour les aider dans les moments difficiles. En outre, la mauvaise qualité des infrastructures et des services éducatifs les empêche de rester à l'école.

Des normes et attitudes sexistes limitent les opportunités des filles en matière d'éducation. L'éducation des filles est moins valorisée que celle des garçons ; en outre, elles sont chargées de la majorité des tâches domestiques, ce qui dépriorise le temps qu'elle passe à apprendre. Lorsqu'elles sont scolarisées, de nombreux facteurs les poussent à quitter l'école, notamment la normalisation des violences basées sur le genre qui peuvent survenir à l'école.

- **Des normes sexistes limitent le rôle des filles et des femmes à la sphère domestique - on attend d'elles qu'elles deviennent d'abord et avant tout des épouses et des mères ;** par conséquent, leur éducation n'est pas une priorité pour leurs parents, les membres de leur communauté ou les filles elles-mêmes, lorsque les ressources sont rares. Au lieu de cela, la priorité est donnée aux tâches domestiques et au mariage qui constitue la principale attente sociale à l'égard des filles et des jeunes femmes, ce qui peut conduire à l'abandon de l'école.
- **Ces normes et attentes de genre** tendent à justifier, normaliser et minimiser l'impact du harcèlement et des agressions sexuelles des garçons et des hommes à l'encontre des filles et des femmes. Cela peut conduire les parents à hésiter à envoyer leurs filles à l'école parce qu'ils craignent pour leur sécurité et pensent que leur réputation et leur honneur sont menacés. La violence à leur égard peut également conduire les filles à abandonner l'école après des incidents de harcèlement ou d'agression basées sur le genre en raison des conséquences psychologiques (par

exemple, peur, dépression, perte de confiance en soi) ou physiques (par exemple, blessures, grossesse, maladies et infections sexuellement transmissibles).

La pauvreté est un obstacle majeur à l'éducation des filles. Les familles vivant dans la pauvreté et disposant de systèmes de soutien (protection sociale) limités peuvent percevoir l'abandon scolaire comme le seul moyen, ou a minima comme une bonne solution, pour faire face aux difficultés financières.

- **Le manque de ressources financières** au sein de la famille, surtout en période de crise (catastrophes climatiques, épidémies, conflits, crise économique), signifie que les parents ne peuvent pas assumer les coûts de l'éducation, ni la perte de revenu potentielle liée au travail des enfants. **Une adolescente sur trois issue des ménages les plus pauvres du monde n'a jamais mis les pieds dans une salle de classe.**⁸
- **La perception du retour sur investissement :** En raison de la faible qualité de l'éducation, des taux élevés de chômage des jeunes et de la faible participation au marché du travail, les familles perçoivent les avantages de l'éducation comme minimes, ce qui les dissuade de maintenir les filles à l'école dans un contexte de ressources limitées.

Les mariages d'enfants et les grossesses précoces sont des facteurs et des conséquences de l'abandon scolaire. Le mariage d'enfants est associé à une diminution du nombre de filles qui restent à l'école secondaire.

- **Le mariage des enfants est à la fois une cause et une conséquence de l'abandon scolaire.** Les filles peuvent abandonner l'école pour se marier parce que l'éducation des filles est moins valorisée par les communautés et les familles. On attend plutôt des filles qu'elles s'épanouissent et acquièrent une sécurité économique et un statut social par le mariage. De même, **les filles non scolarisées sont plus exposées au risque de mariage d'enfants, car elles ont peu d'opportunités économiques si elles ne sont pas scolarisées.** En outre, une fois mariées ou en union, la probabilité qu'elles retournent à l'école est faible, en raison de la concurrence des tâches domestiques et de la garde des enfants. Chaque année, ce sont 12 millions de filles de moins de 18 ans qui sont mariées.⁹
- **Les grossesses précoces ou les adolescentes** sont également liées à l'abandon scolaire et constituent un obstacle important à l'éducation des filles. Au niveau mondial, en 2022, on estimait que 13 % des adolescentes et des jeunes femmes avaient accouché avant l'âge de 18 ans, mettant un terme à leur éducation.¹⁰ Bien que les tendances varient d'une région à l'autre, le mariage et l'accouchement précoces sont associés à l'abandon scolaire qui, à son tour, a un impact négatif sur les opportunités économiques des jeunes femmes.¹¹

L'insuffisance des investissements dans les infrastructures et les services éducatifs exclut les filles d'une éducation de qualité, car leurs besoins essentiels ne sont pas pris en compte.

- **A cause de l'insuffisance des infrastructures éducatives**, les écoles peinent à offrir aux filles un environnement d'apprentissage adéquat et inclusif. Les écoles doivent être accessibles à tous les enfants en toute sécurité (distance, transport sûr, accès pour les personnes en situation de handicap) et les toilettes doivent être adaptées aux besoins des filles (intimité, sécurité, équipement pour la gestion de l'hygiène menstruelle). Il doit également y avoir suffisamment de salles de classe, d'enseignant.e.s et d'équipements pour tous les enfants.
- **Mauvaise qualité des services éducatifs** : Dans de nombreux contextes de pays pauvres, les écoles ne disposent pas de suffisamment d'enseignants qualifié.e.s ; même si les enseignant.e.s sont qualifié.e.s, ils et elles peuvent ne pas avoir été ni formé.e.s ni soutenu.e.s pour répondre aux divers besoins des élèves selon leurs caractéristiques (genre, handicap, diversité ethnique), pour les encourager à participer et à penser de manière critique, et pour diagnostiquer et répondre aux difficultés spécifiques. Une éducation de faible qualité peut entraîner une augmentation des taux d'échec, de redoublement et d'abandon scolaire chez les enfants. Cela peut décourager la fréquentation scolaire, car la perception qu'ont les parents et les personnes qui s'occupent des enfants de la qualité de l'école les dissuade de maintenir les filles à l'école. Des salaires inadéquats peuvent également ne pas attirer des enseignants compétents, ou des restrictions

budgétaires peuvent empêcher les enseignant.e.s d'être rémunérés correctement. Ces facteurs ont un impact négatif sur la motivation des enseignant.e.s et les pratiques pédagogiques.

Bien que l'éducation des filles soit fortement soutenue par l'accès universel à l'éducation dans les lois et les politiques du monde entier, d'importantes lacunes subsistent dans l'application de ces cadres législatifs.

- **Les lacunes des politiques scolaires et leur mauvaise application contribuent aux taux d'abandon scolaire des filles, puisqu'elles ne garantissent pas la gratuité de l'éducation** pour tous les enfants et ne veillent pas à ce que les écoles soient sûres, ouvertes à tou.te.s et offrent des services de qualité. Les politiques censées protéger les droits des filles en matière de santé sexuelle et reproductive, de prévention du mariage des enfants et la violence basée sur le genre présentent encore de nombreuses lacunes. Vu les risques que représentent ces violations des droits des filles et leur conséquence directe sur l'abandon scolaire, associée à une absence de législation prévoyant un soutien économique pour les familles à faible revenu, les filles ne sont pas assez soutenues par la loi pour se maintenir à l'école. Ceci a un impact sur les taux d'abandon scolaire des filles en ce que les filles ne disposent pas de protection et de soutien adéquats.
- **Un certain nombre de pays interdisent également aux filles enceintes et aux mères adolescentes d'accéder à l'école**, ce qui constitue un obstacle juridique pour certaines des filles les plus marginalisées et les plus exclues au monde.

Les conséquences sur les droits des filles et des femmes



Le manque d'accès, ou l'accès entravé des filles à l'éducation constitue une **violation de l'un de leurs droits fondamentaux**, comme le reconnaît la Convention des droits de l'enfant. En outre, l'abandon scolaire est étroitement lié à la violation de nombreux autres droits et accroît la vulnérabilité et l'exclusion des filles :

- L'abandon scolaire est parfois causé par le **mariage des enfants ou les grossesses précoces**, mais le mariage des enfants ou les grossesses précoces peuvent également être une conséquence de l'abandon scolaire. Le maintien des filles à l'école est donc l'un des moyens les plus efficaces de retarder le mariage et les grossesses des adolescentes.
- L'analphabétisme ou une éducation limitée peuvent conduire à des **revenus faibles à l'âge adulte** et à la difficulté d'accéder à un revenu décent et durable.
- L'éducation est un outil important pour renforcer **l'autonomie, l'émancipation et l'estime de soi** des filles et des adolescentes, ce qui leur permet de prendre des décisions concernant leur propre vie, y compris au sein de leur famille et de leur communauté. Par conséquent, le manque d'accès à l'éducation est une occasion manquée de contribuer à l'égalité entre les hommes et les femmes sur le long terme.



L'éducation des filles en situations d'urgence

Les conflits armés, les catastrophes climatiques et les crises prolongées exercent une pression supplémentaire sur le droit fondamental des filles à l'éducation ; ces phénomènes exacerbent les disparités existantes en matière d'accès à une éducation de qualité et à une formation professionnelle épanouissante pour les filles et les femmes. Dans les situations d'urgence, les filles risquent souvent davantage d'abandonner l'école que les garçons. **Les filles vivant dans des pays touchés par une crise ont près de 2,5 fois plus de risques de ne pas être scolarisées** que celles qui vivent dans un pays qui n'est pas en crise¹². Au total, on estime que 39 millions de filles et d'adolescentes des pays touchés par un conflit armé ou une catastrophe naturelle n'ont pas accès à une éducation de qualité. **Parmi elles, les filles réfugiées ont deux fois moins de chances d'être scolarisées**¹³. Pendant les crises, les grossesses précoces, les attentes de la famille en matière de travail domestique, les mariages précoces augmentent également pour les filles, ce qui les pousse à leur tour à quitter l'école. En outre, lors des conflits armés, les écoles peuvent être fermées, attaquées ou même utilisées par les parties au conflit, malgré la protection du droit international humanitaire.

Dans les décennies à venir, le changement climatique sera la plus grande menace pour l'éducation des filles : actuellement, **4 millions de filles ont abandonné l'école à cause des conséquences du changement climatique**. Les installations scolaires peuvent être détruites par des conditions météorologiques extrêmes et se fermer en raison de pénuries d'eau, de l'insécurité alimentaire et des mouvements de population, empêchant de fait les enfants d'aller à l'école.

Sans école, les filles perdent à la fois les opportunités d'éducation et la protection que l'école offre contre les violences domestiques, les mariages précoces et forcés et les grossesses précoces. **Garder les enfants à l'école sauve des vies**. Face à l'instabilité, l'éducation permet aux enfants, et aux filles en particulier, d'acquérir des connaissances et des compétences, de bénéficier d'un environnement protecteur, d'un sentiment de normalité, et favorise leur bien-être et leur développement général.

Idées reçues

Idée reçue 1 : «La seule/principale raison pour laquelle les filles ne vont pas à l'école est qu'elles sont considérées comme inférieures aux garçons».

Les normes de genre sont un facteur important qui contribue au manque d'accès à l'éducation pour les filles, mais ce n'est pas le seul enjeu. C'est une myriade de facteurs qui contribuent à l'abandon scolaire : les facteurs socio-économiques et l'absence de politiques et d'infrastructures adéquates interagissent avec la discrimination basée sur le genre pour créer un environnement défavorable à l'éducation des filles. C'est la combinaison de tous ces facteurs qui crée des obstacles difficiles à surmonter pour que les filles restent à l'école.

Idée reçue 2 : «Le principal obstacle à l'éducation des filles est le manque de sensibilisation et de volonté des parents de les éduquer».

Parents, famille élargie, tuteurs et tutrices vivant dans la pauvreté, et dans des contextes où les services essentiels et la protection sociale font défaut, ont souvent à cœur l'intérêt supérieur de leur enfant. Les réalités de ces familles sont complexes, car elles sont confrontées à de nombreuses contraintes (infrastructures,

manque de ressources, attentes sociales et normes de genre au niveau de la communauté) qui déterminent les décisions qu'elles prennent au sujet de leurs enfants. Il est donc important de ne pas simplifier à l'extrême les explications sur les raisons pour lesquelles les parents prennent des décisions qui conduisent à des pratiques néfastes. En effectuant une analyse contextuelle, il devient possible de comprendre les facteurs qui empêchent les parents d'envoyer leurs filles à l'école et de s'attaquer efficacement à ces facteurs.

Idée reçue n° 3 : «Nous devrions investir dans l'éducation des filles parce que c'est bon pour l'économie».

La principale raison pour laquelle nous travaillons sur l'éducation des filles en tant qu'ONG est qu'il s'agit d'un droit humain fondamental et d'une des étapes les plus importantes vers l'autonomisation des filles et la pleine réalisation de tous leurs droits. Les avantages économiques qui peuvent découler de l'éducation des filles sont des conséquences positives (autonomisation économique des filles, prospérité des sociétés leur permettant d'investir dans des domaines clés et de protéger les droits des filles), mais ils ne doivent pas être présentés comme la seule ou la principale raison de travailler sur l'accès à l'éducation.



Réponse de Plan International

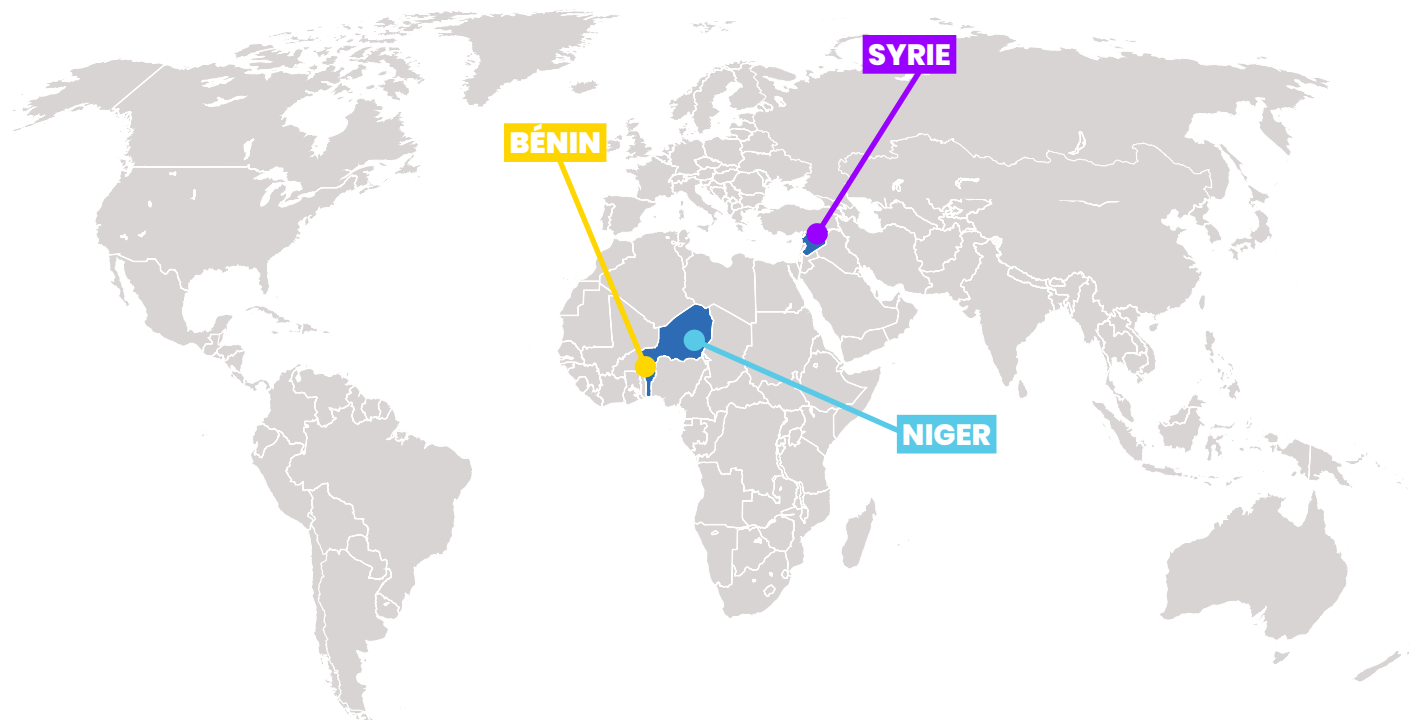


Plan International s'appuie sur des approches **transformatrices en matière de genre, basées sur les droits et l'autonomisation**, pour garantir la réalisation du droit des filles à l'éducation. Les stratégies programmatiques s'appuient sur des approches intégrées et visent à travailler à tous les niveaux du modèle socio-écologique (filles, adolescentes et responsables, tels que les parents, les enseignants, les membres de la communauté et les institutions) ; ces approches sont prometteuses pour promouvoir une éducation inclusive et de qualité. Nos projets d'éducation inclusive de qualité interviennent à différents niveaux :

- **Sensibiliser** les parents, les tuteurs et tutrices, les membres de la communauté et les leaders communautaires, ainsi que les filles elles-mêmes, à l'importance de l'éducation et de l'égalité des genres.
- **Atténuer les obstacles financiers** à l'éducation des filles, par exemple en distribuant des fournitures scolaires et des kits de gestion de l'hygiène menstruelle aux filles (en nature ou sous forme de bons), et travailler avec les familles, les communautés et les organisations de la société civile pour développer et soutenir des mécanismes de protection sociale, ainsi qu'un soutien financier aux familles les plus vulnérables.
- **Prévenir la violence à l'encontre des filles sur le chemin de l'école**, par exemple en collaborant avec les villages pour assurer le transport des enfants vers les écoles et en collaborant avec les écoles, les autorités locales et la police pour promouvoir la sécurité des filles sur le chemin de l'école. De manière plus générale, nous veillons à la promotion d'environnements protecteurs dans toutes les communautés avec lesquelles nous travaillons.
- **Prévenir la violence et le harcèlement dans les écoles**, par exemple en collaborant avec les enseignant.e.s et le personnel scolaire et en les formant à l'éradication des châtiments corporels, à la protection des filles contre le harcèlement et la violence à l'école, en élaborant des lignes directrices en matière de sécurité et des politiques de lutte contre le harcèlement sexuel.
- **Veiller à ce que les infrastructures scolaires soient de qualité, durables et inclusives**, par exemple en équipant les écoles de matériel pédagogique et d'équipement adéquats, en construisant des salles de classe inclusives et accessibles à tou.te.s, en construisant des toilettes pour les filles et les garçons et en mettant en place des unités d'éducation mobiles dans les contextes d'urgence.
- **Améliorer la qualité de l'éducation**, collaborer avec les autorités compétentes pour veiller à ce que les programmes scolaires tiennent compte de la dimension de genre et former les enseignant.e.s pour renforcer leurs compétences¹⁴.
- **Sensibiliser les autorités, les communautés et tout le personnel éducatif** aux effets du changement climatique et développer les capacités des écoles en matière de planification, d'adaptation et de protection, afin que les enfants et les adolescents disposent des connaissances et des compétences nécessaires pour se protéger.
- **Influencer le changement de politique**, en plaidant et en travaillant avec les décideurs pour donner la priorité à l'éducation des filles et augmenter l'investissement stratégique pour une éducation inclusive, sûre, équitable et de qualité.

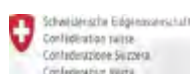
Exemples concrets

A travers ses programmes dans le monde, Plan International Belgique promeut une éducation inclusive de qualité et aide à réduire les barrières qui empêchent les enfants les plus vulnérables et exclus, notamment les filles, d'accéder à l'éducation et d'aller au bout de leur parcours scolaire. Voici **3 exemples de programmes** pour promouvoir une éducation inclusive de qualité comprennent les projets suivants :



Appui aux initiatives de gouvernance et de relais pour une éducation de qualité (AGIR)

Le **projet AGIR de cinq ans au Bénin** a travaillé à l'amélioration de la qualité de l'éducation et au développement d'un environnement éducatif inclusif et non discriminatoire pour un total de 34 000 élèves, dont 17 000 filles, dans 170 écoles des départements de l'Atlantique et de l'Atacora. Le projet a impliqué activement les parents, les élus locaux et les organisations de la société civile travaillant dans le secteur de l'éducation. Diverses actions de sensibilisation et de plaidoyer ont également été menées, abordant des thèmes tels que la sécurité à l'école et le VIH/sida. Par exemple, les écolières ont reçu une formation sur le cycle mensuel, des kits scolaires ont été distribués à apprenant.e.s, et des salles de classe, des blocs de latrines et des points d'eau potable ont été construits ou réhabilités.



Partenaires locaux

Action Education et Dedras

Autonomisation économique et émancipation sociale des adolescents et des jeunes (10-24 ans)

Dans les régions de Maradi et de Dosso au **Niger**, Plan International, en collaboration avec des partenaires locaux, veillent à ce que 11 500 adolescentes et jeunes femmes, et 9 000 adolescents et jeunes hommes, deviennent économiquement et socialement autonomes. Pour y parvenir, l'accès à une éducation inclusive et de qualité est essentiel. Le projet a renforcé l'accès des filles à une éducation inclusive et de qualité grâce à la formation professionnelle, aux associations d'épargne et de crédit et aux bourses d'études qui ont été attribuées à 150 filles, 75 à Dosso et 75 à Maradi.



Partenaires locaux

Alternative Espaces Citoyens (AEC),
ANTD, ASO-EPT

Réponse au tremblement de terre en Syrie

Les tremblements de terre majeurs qui ont frappé la Turquie et le nord de la **Syrie** le 6 février 2023 ont exacerbé les vulnérabilités existantes liées au conflit prolongé de la région. Le renforcement des capacités éducatives des enseignants et du personnel éducatif fait partie des services d'urgence fournis par Plan International. Une éducation non formelle a également été dispensée à **480 enfants, répartis équitablement entre filles et garçons**, par le biais de cours de rattrapage ou de programmes d'auto-apprentissage.



Partenaires locaux

INTERSOS, ADRA

Pour en savoir plus sur l'intervention de Plan International Belgique, voir le [rapport annuel 2022-2023](#)

Termes clés

- **Enfants et jeunes non scolarisé.e.s** : Les enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne sont inscrit.e.s ni dans une école primaire ni dans une école secondaire, sont des enfants non scolarisé.e.s.
- **Abandon** : Un élève qui était inscrit au début de l'année scolaire et qui l'a quittée avant la fin de l'année scolaire, et qui n'était pas inscrit ailleurs. Un élève qui quitte définitivement l'école au cours d'une année scolaire donnée. Cette définition peut varier selon le pays ou l'État/la région.
- **Taux d'alphabétisation** : Le nombre total de personnes alphabétisées dans un groupe d'âge donné, exprimé en pourcentage de la population totale de ce groupe d'âge.
- **Violence sexiste liée à l'école** : Actes ou menaces explicites de violence physique, émotionnelle et sexuelle survenant à l'intérieur et autour des écoles et perpétrés en raison de l'inégalité des normes de genre et de la dynamique du pouvoir. Elle comprend les brimades, les châtimements corporels, le harcèlement verbal ou sexuel, les attouchements non consentis, la coercition sexuelle, les agressions et les viols. Les enseignants et les élèves, hommes ou femmes, peuvent être à la fois victimes et auteurs, mais les femmes et les filles sont généralement plus touchées en raison des relations de pouvoir inégales qui sont à l'origine des inégalités entre les sexes.

Notes

- ¹ Global Education Monitoring Report and Unesco Institute for Statistics (GEM-UIS Database), 2024 : [Out-of-school children](#)
- ² ibid
- ³ ibid
- ⁴ Banque mondiale. [Opportunités manquées, le coût élevé de la non-éducation des filles](#). [Open Knowledge Repository](#)
- ⁵ Partenariat mondial. [L'éducation des filles : la voie du progrès](#)
- ⁶ Vue d'ensemble de Plan International : [Éducation inclusive de qualité](#)
- ⁷ Dans cette section, nous donnons un aperçu des principales raisons pour lesquelles les filles abandonnent l'école dans le monde. Cependant, il est important de garder à l'esprit que ces raisons varient en fonction du contexte.
- ⁸ Unicef, [1 adolescente sur 3 issue des ménages les plus pauvres n'a jamais été à l'école](#)
- ⁹ UNFPA, ["Cost of ending child marriage", Transformative Result: ending GbV and all harmful practices](#)
- ¹⁰ Unicef. [Early childbearing and teenage pregnancy rates by country](#)
- ¹¹ M. Delprano and A. Frola, ["Zones d'exclusion éducative", International Journal of Educational Development](#)
- ¹² Plan International. [On International Day of Education, we must prioritize girls in crisis](#)
- ¹³ Plan International Belgique. [Les filles à l'avant-garde de l'action climatique](#)
- ¹⁴ Les politiques éducatives répondant aux normes de genre visent à éliminer les obstacles à une participation égale des filles et des garçons à l'école. Ces politiques garantissent un accès équitable aux opportunités, promeuvent l'égalité et éliminent la discrimination fondée sur le sexe au sein du système éducatif. Pour en savoir plus sur l'éducation sensible au genre, voir le document de l'UNICEF : [« Gender responsive education : toolkit for teachers, teacher educators, school manager and curriculum developers in Africa »](#)

À propos de Plan International Belgique

Plan International Belgique est une organisation humanitaire et de développement indépendante fondée en 1983, qui défend les droits de l'enfant et l'égalité des filles. Nous croyons au pouvoir et au potentiel de chaque enfant. Mais ce potentiel est souvent étouffé par la pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination. Et ce sont les filles qui sont les plus touchées. En travaillant avec les enfants, les jeunes, nos sympathisants et nos partenaires, nous nous efforçons de créer un monde juste en nous attaquant aux causes profondes des problèmes auxquels sont confrontés les filles et tous les enfants vulnérables. Dans plus de 80 pays, nous défendons les droits des filles, de la naissance à l'âge adulte. Pour que chaque fille puisse se sentir en sécurité. Pour qu'elle puisse dire au monde qui elle est et ce qu'elle veut. Pour qu'elle puisse réaliser ses rêves. Pour que chaque fille puisse être libre.

À propos de l'essentiel de l'égalité des genre

Les essentiels de l'égalité des genres sont une collection de guides concis et informatifs conçus pour mettre en lumière les questions cruciales ayant un impact sur les droits des filles et l'égalité des genres dans le monde. Chaque guide offre une vue d'ensemble d'un thème spécifique, allant de l'éducation des filles et du mariage des enfants au leadership des filles et au-delà. En fournissant ces ressources, nous visons à donner aux pairs, aux défenseurs, aux décideurs politiques et à notre vaste communauté les connaissances et les outils nécessaires pour susciter des changements significatifs. Jusqu'à ce que chaque fille soit libre.

Textes & photos : © Plan International Belgique
planinternational.be | info@planinternational.be